F.S.U.

Engagé·es au quotidien

MARDI 17 NOVEMBRE : TOUS ET TOUTES EN GRÈVE LA VEILLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION !

NON AU DÉMANTÈLEMENT DE L'AEFE !

NOTRE AVENIR NE SE DÉCIDERA PAS SANS NOUS !

Depuis plusieurs mois, les personnels de l'AEFE subissent une succession de décisions brutales qui fragilisent leurs droits, leurs conditions de travail et l'avenir même de notre opérateur public.

La réforme imposée par l'AEFE de l'avantage familial et des majorations familiales a suscité une colère profonde. Les décisions prises sur la carte des emplois ont franchi une nouvelle ligne rouge : **31 postes de détachés ont été fermés dans des établissements conventionnés**, **y compris pour des collègues en cours ou en renouvellement de contrat**. Le bornage des détachements continue de fragiliser les équipes et l'attractivité du réseau. Dans le même temps, les personnels de droit local se heurtent au blocage des négociations salariales et à des refus purs et simples de négocier.

Une réforme sans moyens, un risque de démantèlement

Parmi les orientations évoquées récemment avec les parlementaires figurent notamment une réflexion inquiétante sur les détachements des enseignant·es avec une remise en cause à court terme du statut de résident, une évolution des durées de détachement pour tous et toutes, stock compris, avec en plus une évolution des statuts des établissements et une refonte des contributions financières. La création d'une fondation destinée à attirer des financements privés a également été évoquée, ainsi qu'une révision du système des bourses…

Ces pistes s'inscrivent dans une orientation qui inquiète profondément les personnels : **réorganiser l'AEFE à moyens constants, sans réinvestissement public, en faisant peser toujours davantage les contraintes financières sur les établissements, les familles et les personnels.**

Les budgets de l'Agence pour 2026 et 2027 seraient maintenus au niveau de 2017 en euros courants, tandis que les effectifs de personnels détachés continuent de diminuer. Les suppressions de postes, les départs non remplacés et la hausse des frais de scolarité et des effectifs par classe témoignent déjà des conséquences de cette politique.

Ce n'est pas une réforme ambitieuse que l'on nous prépare : c'est le risque d'un affaiblissement durable de l'opérateur public, de ses établissements et de ses missions.

Le calendrier annoncé est particulièrement inquiétant : des orientations pourraient être présentées d'ici décembre, avec un point d'étape au CA du 18 novembre, des modifications réglementaires pourraient ainsi intervenir dès février-mars avec une mise en œuvre s'échelonnant jusqu'en 2028.

Or, à ce stade, les personnels et leurs organisations syndicales ne sont toujours pas associés à la réflexion. Comment prétendre réformer un réseau éducatif mondial sans écouter celles et ceux qui le font vivre au quotidien ? Comment décider de l'avenir des métiers, des statuts et des établissements sans les personnels ?

Nous refusons que l'avenir de l'AEFE se décide dans notre dos.

Une autre ambition est possible : celle d'un service public d'éducation à l'étranger renforcé, accessible, garantissant des conditions de travail et de rémunération dignes à tous les personnels, quels que soient leurs statuts.

Le 17 novembre, veille du CA, faisons-nous entendre !

Le mardi 17 novembre, à la veille du conseil d'administration de l'AEFE, les syndicats de la FSU appellent à une **nouvelle journée de grève dans tout le réseau et en Centrale**.

Cet appel fait aussi écho au préavis intersyndical Fonction publique qui appelle le même jour à une nouvelle journée de mobilisation nationale afin d'exiger une autre politique salariale dans la fonction publique et des moyens à la hauteur des enjeux**.**

Cette nouvelle mobilisation doit être **massive dans le réseau AEFE**. Elle doit montrer que les personnels ne se résignent ni aux suppressions de postes, ni à la dégradation de leurs droits, ni au démantèlement de leur opérateur public. **Dans cette période décisive, chaque voix compte, chaque établissement compte, chaque mobilisation compte**.

L'AEFE n'est pas une variable d'ajustement budgétaire. L'enseignement français à l'étranger n'est pas une marchandise. Les personnels ne sont pas une variable comptable !

PAS DE RÉFORME DE L'AEFE SANS LES PERSONNELS !

MARDI 17 NOVEMBRE : TOUTES ET TOUS EN GRÈVE !

POUR L'AEFE, POUR NOS EMPLOIS, POUR NOS DROITS, POUR LE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION À L'ÉTRANGER !

F.S.U.